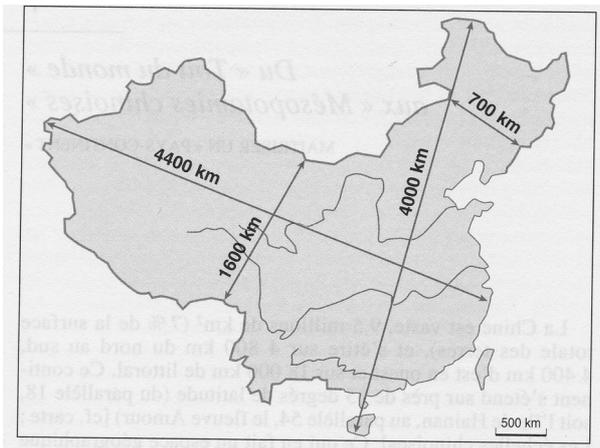


Le développement contrasté de la Chine :

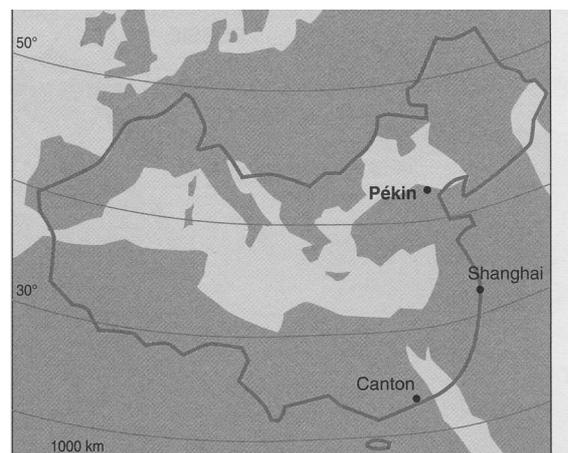
Les espaces chinois

- 9 600 000 km² : 17 fois la France
- 4 000 km du nord au sud ; 4400 km d'est en ouest
- Latitudes : de celle du Danemark à celle du Niger
- Altitudes : 0 – 1000m = 32% ; 1000 – 2000m = 34% ; > 2000m = 34%
- 16 % des terres chinoises sont cultivables
- 94 % des Chinois vivent sur 40 % du territoire
- 57 % de ruraux ; 44 % de cultivateurs en 2007
- 1,35 milliard d'habitants : 22 % de l'Humanité à nourrir avec 7% des terres cultivables du monde

Dimensions de la Chine



Situations comparées



Évolution des réformes de l'industrie et des services

La gestion des réformes (depuis 1979) concerne un cinquième de l'Humanité :

Quand Deng Xiaoping succède à Mao, il établit un bilan et procède à une mise à plat, dans un esprit d'ouverture, pour voir où en est la Chine...

Ouverture dans tous les domaines... et déjà dans le domaine de l'agriculture...
81% de ruraux et 71% d'agriculteurs... le constat : un pays « sous-développé »

Première étape (années 1980 & 1990) : stratégie et objectifs

1/ La stratégie mise en œuvre :

- Procéder à une ouverture nette sur l'étranger.
- Permettre à cette ouverture d'entraîner une modernisation :
 - concentrée d'abord sur les régions côtières de l'Est du pays
 - étendue ensuite aux régions Centre et Ouest du pays.

La modernisation a d'abord été concentrée sur les régions côtières de l'Est du pays, afin :

- de commencer là où c'était le plus urgent et le plus facile :
 - * concentrations de populations,
 - * potentialités pour le développement d'industries légères diversifiées et pour celui du secteur tertiaire,
 - * facilités de communications...
- de rendre plus probante la réussite escomptée grâce à la concentration des investissements tant nationaux qu'étrangers.

La modernisation qui en a découlé a permis :

- de stimuler la croissance économique,
- de diversifier les productions,
- de moderniser les équipements,
- de faire progresser la qualification de la main d'œuvre,
- de faciliter la transition vers une économie de marché,
- de créer, en nombre, les emplois diversifiés nécessaires à l'intégration économique et sociale des « enfants uniques » qui arrivent sur le marché du travail avec des aspirations et des exigences plus grandes que celles des générations précédentes !

2/ Les trois objectifs visés :

Réaliser une économie complète, faire progresser la production, accroître le pouvoir d'achat
 La visée simultanée de ces trois objectifs complémentaires tend à assurer la réalisation rapide et efficace des réformes en cours.

2.1/ Réaliser une économie complète :

- réduire le poids excessif de la ruralité,
- équilibrer industrie lourde et légère, au profit de la seconde,
- développer et moderniser un secteur tertiaire très en retard.

2.2/ Faire progresser la production :

- restructurer et moderniser,
- équilibrer et rendre complémentaires économie planifiée et économie de marché, au profit de la seconde,
- accroître la production et la productivité.

2.3/ Accroître le pouvoir d'achat.

- améliorer le pouvoir d'achat de tous, des citadins d'abord, des ruraux ensuite,
- assurer la progression des régions côtières dans un premier temps (années 1980 et 1990),
- assurer le développement des régions intérieures (depuis le début de ce siècle.)

3/ La réalisation des objectifs :

Le chemin parcouru :

Les mutations en cours créent des situations très contrastées.

L'industrie est puissante par la masse de sa production.

Les taux d'investissement sont excellents : 1^{er} rang mondial

Mais :

La structure économique est dualiste : le plan et le marché.

L'espace économique est cloisonné.

La production par habitant reste faible.

La productivité est médiocre, parmi les plus basses du monde.

Au total :

La croissance des revenus a été sans pareille, tant pour les citadins que pour les ruraux.

L'accroissement global des dépenses de consommation est de 7% par an depuis 1978.

Mais :

Le revenu par habitant, surtout en zones rurales, reste modeste, le niveau de vie austère.

L'écart citadins / ruraux se maintient.

Réformer l'industrie et les services

deuxième étape à partir de années 2000

(période 2000 - 2005)

Cette étape traduit la volonté de « voler avec deux ailes » :

- Depuis le début des années 2000 l'effort de développement porte essentiellement sur le Centre et l'Ouest du pays.

- Mais, pour tenir compte des réalités actuelles et des leçons de l'expérience, il faut adopter une stratégie de « développement durable » et « harmonieux » en donnant un aspect capital à l'aménagement écologique et à la protection de l'environnement ainsi qu'à un développement social moins inégal.

La réalisation des objectifs

«...Vers une Société harmonieuse ! »

Le chemin parcouru :

- Le pays est entré dans le développement et la modernisation.
- La sécurité alimentaire est assurée :

15% de la population rurale à la limite en 1995

- Les inégalités restent moins fortes que dans la plupart des pays en développement.

Les obstacles rencontrés

- On note la persistance de traces de sous-développement.
- Des retards qualitatifs pour la qualification de la main d'œuvre, la protection de l'environnement.
- La réforme a creusé les inégalités, notamment pour l'éducation et la santé.

La mise en œuvre des réformes deuxième étape

Les démarches utilisées, les résultats :

- Années 2000 : l'adhésion à l'OMC impose plus de rigueur dans la gestion économique.
- Les pouvoirs de décision se décentralisent.
- La responsabilisation se généralise.
- L'aspiration à la modernité est de plus en plus vive.
- La préoccupation de la gestion des complémentarités et dualités est très présente.

Les obstacles rencontrés :

- L'adhésion à l'OMC impose des mutations parfois brutales (évolutions de la ruralité, restructurations, respect de normes internationales...)
- De sérieuses contradictions surgissent, pouvant conduire à de forts antagonismes et à l'instabilité : des phénomènes récurrents en Chine.

Remarque générale à propos du taux de croissance :

- Chine : un taux de croissance de 11% a apporté, en moyenne pour l'année 2007, 120 € de revenu supplémentaire par habitant
- France : 2% de taux de croissance a apporté, en moyenne, 510 € de revenus supplémentaires par habitant !

Des données à relativiser :

Au cours des vingt dernières années du XXème siècle, le taux annuel de croissance de la Chine a été de l'ordre de 9 à 10%... mais :

... en 1996, par exemple, un seul point de croissance américaine valait 76 milliards de \$ et correspondait à 9,3% de croissance chinoise, ce qui signifie qu'avec 3% de croissance, les États

Unis produisaient, cette année là, trois fois plus de richesse que la Chine avec une croissance de 10% !

Des données à relativiser :

« Aujourd'hui, la Chine et l'Inde représentent 40% de la population mondiale et 6% de la production, tandis que l'Europe et les États-Unis représentent 15% de la population et 80% de la production.

Ce grand écart va se résorber au cours des vingt prochaines années. »

Jacob Frenkel, vice-président d'A.I.G (American International Group), numéro un mondial de l'assurance, au sommet de Davos (25.1.2007.)

Poursuivre les réformes en tenant compte des réalités mondiales

l'étape 2005 - 2010

Éléments de bilan, début 2008

Une « modernisation paradoxale » :

- qui a déjoué les pronostics extérieurs
- qui a créé un climat intérieur de confiance en l'avenir

Un rééquilibrage économique amorcé :

- au profit du Centre et de l'Ouest du pays,
- au profit de la ruralité.

La Chine et les équilibres mondiaux

« ... Début décembre (2007) la Chine est devenue pour la première fois, dans le cadre de l'Association internationale de développement (AID) gérée par la Banque mondiale, l'un des 45 pays donateurs pour les pays les plus pauvres de la planète.

Il y a huit ans, elle était encore bénéficiaire de cette aide ! ... »

Le Monde du 7 janvier 2008, « Chronique » de Pierre-Antoine Delhommais.

La Chine et l'économie mondiale

«... En Occident, les bas prix chinois ont contribué à préserver le pouvoir d'achat des habitants des pays industrialisés.

La Chine achète massivement à l'Afrique ses matières premières, contribuant à faire monter les cours des métaux comme des produits agricoles.

Non seulement elle apporte ainsi des devises à des économies fragiles, mais elle y vend des produits manufacturés moins coûteux et souvent plus adaptés que ceux des pays riches...

... Enfin, elle fournit des prêts et des dons pour construire les ports, les écoles, les hôpitaux et les lignes électriques en souffrance. Là encore, elle supplée les défaillances occidentales : elle a annoncé 5 milliards de \$ d'aide de 2007 à 2009 qui seront les bienvenus puisque les pays du G7 se montrent incapables d'apporter à l'Afrique, chaque année, les 25 milliards de \$ qu'ils ont promis en 2005...»

Le Monde du 4.1.2008 : « Analyse » d'Alain Faujas :

« Que ferions-nous sans la Chine ? »

Réactivité en 2008, après la « crise » Plan de relance économique de novembre

455 milliards € soit 16% du PIB (dont 100 milliards € pour 2009)

Ventilation prévue pour 2009 :

- Développement du secteur rural :	33%
- Modernisation des moyens de transport :	25%
- Dépenses de santé, services sociaux, éducation :	13%
- Économies d'énergie :	12%
- Construction de logements sociaux :	10%
- Recherche et développement :	6%

Année 2009

Face à la crise financière et économique mondiale, il est difficile – en Chine comme partout dans le monde – d'en prévoir les conséquences.

L'économie progresse au 4ème trimestre de 6,8%.

Le 2 février 2009, le gouvernement indique que 20 millions de paysans migrants ont perdu leur emploi !

Année 2010

Vers un changement de modèle économique :

- de « l'atelier du monde » exportateur de produits à faible valeur ajoutée
- à des productions plus sophistiquées produites par une main d'œuvre plus qualifiée et mieux payée.

De l'exportation à la consommation intérieure, comme moteur de la croissance.

« Si le gigantesque plan de relance mis en place en 2009 a permis à la Chine de surmonter la crise, il a aussi accéléré la remise en cause de son modèle de croissance »

Michel Aglietta le 22 septembre 2010, colloque sur « L'économie mondiale en 2010 » Paris par le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

Changement de modèle (perspectives)

« Dès 2015, il y aura une baisse de la population active et une hausse du taux de dépendance - entre actifs et inactifs - . Ce phénomène se traduira par une tendance à la hausse des salaires, qui contraindra les entreprises et le gouvernement à rechercher un maintien de la compétitivité de l'économie chinoise par une hausse des qualifications... »

« ...le commerce extérieur chinois se réoriente vers l'Asie du Sud-est et les pays émergents, principalement en raison de l'insuffisance de la demande des pays occidentaux, qui va perdurer pendant la prochaine décennie... »

Michel Aglietta professeur d'économie à Paris X Nanterre, conseiller au Cepii

Changement de modèle (2010)

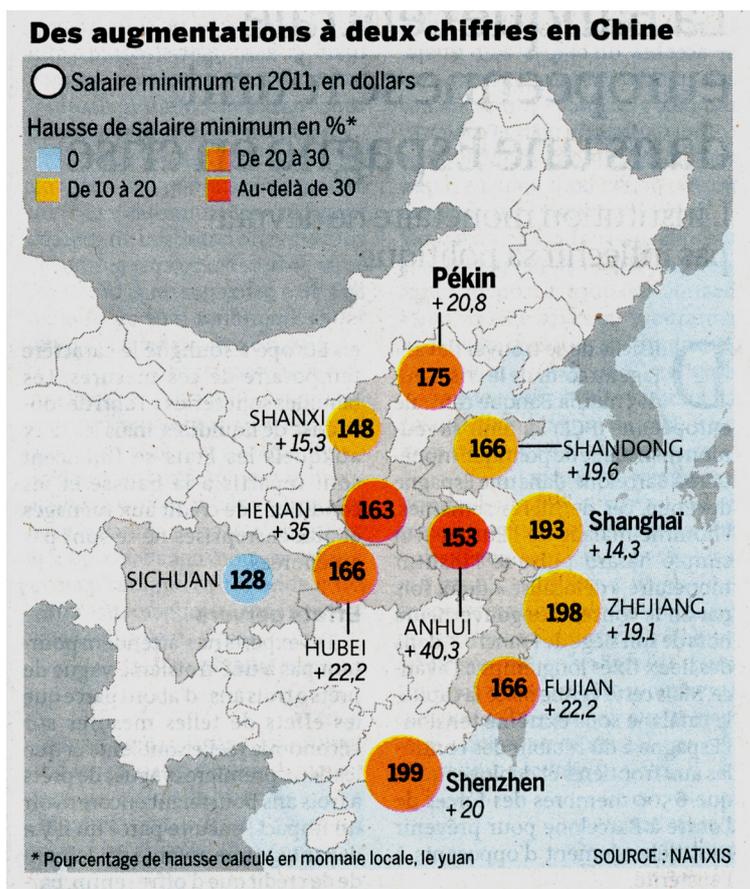
Les obstacles à surmonter :

- Faible valeur ajoutée d'une industrie d'entrée de gamme (un Iphone de 189\$ = 6,5 \$ pour la Chine)

- Augmentation du coût des matières premières, des transports, de l'énergie :
d'où hausse des coûts de la production industrielle, de l'énergie, de la production alimentaire...
d'où inflation... baisse du pouvoir d'achat... mécontentement... crise sociale !

- Hausse des salaires minimum (de l'ordre de 20% en 2010 dans la plupart des provinces) d'où baisse de compétitivité.

Évolution des salaires confirmée en 2011 : Le Monde du 3/5/2012. Source : NATIXIS



Les défis à relever :

- Maintenir une forte croissance (10% en 2010 ; prévision 2011, 9,5%) mais danger de surchauffe et d'inflation
- 1^{re} place pour la production manufacturière en 2010 devant USA... mais très faible productivité ; 8 fois plus d'employés qu'aux USA pour la même production !
- Contourner l'obstacle de la hausse des coûts :
- montée en gamme des productions, investissements pour moderniser les infrastructures routières, ferroviaires, aéronautiques, maritimes, développement durable (énergies éolienne, solaire)...

État de la situation en 2011

« L'économie chinoise a connu une croissance moyenne de 9,8% depuis 1992. Cependant, elle ne représente que 20% de l'économie américaine et doit nourrir, habiller, instruire, soigner quatre fois plus d'habitants ! »

L'Est Républicain du 19.10.2011.

L'on pourrait ajouter : « faire travailler »

Démographie :

Pour la 1^{re} fois la Chine compte plus de citadins : 690,79 millions que de ruraux : 656,56 millions. (Bureau national. des statistiques.)

Brevets d'invention déposés :

Chine : 3 millions
 USA & Japon : 2,2 millions
 Europe & Corée du sud : 300 000.
 (Source Reuters)

Vers la fin des contrefaçons et la concurrence ?

Quelques chiffres (période 2006 – 2011)

IDE ¹ (Investissements directs étrangers) :

Chine : 2006 : 10 Md \$ 2011 : 50 Md \$
 USA 1^{er}, Japon 2^{ème}, France 3^{ème} = 150 Md \$; Allemagne 4^{ème}, Chine 5^{ème} 50 Md \$
 (Source : Conférence Nations Unies Commerce et Développement)

Nombre d'internautes ¹ :

2006 : 120 millions 2011 : 500 millions

Évolution du PIB global ¹ :

2006 : 2850 Md \$ 2011 : 5878 Md \$

¹ Source : « Chine Plus N° 20 » (oct. – nov. 2011 ; Hachette)

PIB par habitant (PPA) en 2010

PIB par habitant en PPA (Parité de Pouvoir d'Achat) En 2010 (source ONU)	États-Unis	9°	47 300
	France	18°	41 000
	Allemagne	19°	40 600
	Union européenne	42°	32 700
	Russie	71°	15 900
	Monde	99°	11 200
	Chine	126°	7 600
	Inde	163°	3 500
	Rep. Dem. Congo	180°	320

Coefficient de Gini ¹ (source) ²

Le coefficient de Gini est compris entre 0 et 1

Plus le coefficient approche de 1 plus les inégalités sont fortes (Source ONU)

Coefficient	Quelques pays caractéristiques
≤ 0,25 :	Japon, Danemark, Hongrie
0,25 – 0,29	Allemagne, Pays scandinaves, Ukraine
0,30 – 0,34	France, Canada, Inde
0,35 – 0,39	Australie, Algérie, Tunisie, Maroc
0,40 – 0,44	États-Unis, Chine, Turquie
0,45 – 0,49	Russie, Venezuela, Madagascar
0,50 – 0,54	Mexique, Argentine, Mali
0,55 – 0,59	Brésil, Afrique du sud, Chili
0,60 – 0,64	Angola, Zambie, Centre Afrique

Une seule constatation exemplaire : le coefficient des USA est plus élevé que celui des pays du Maghreb !

État de l'économie chinoise en 2011

« Les Échos » 6 mars 2012



2012 : une année casse-tête pour la Chine

Hebdomadaire Nan Feng Chuang N°4 /2012 du 15 au 28/2

Source : site Ambassade de France en Chine :

« De nouvelles politiques sont indispensables :

...La priorité est de régler les graves problèmes intérieurs, tels que la corruption, les contrôles inefficaces, les injustices juridiques, l'effondrement social, le grand écart entre les riches et les pauvres ainsi que la loi de la jungle dans la société...

... Face aux groupes d'intérêts acquis très forts, il est nécessaire de faire avancer la réforme par une force de bas en haut. Sinon, la réforme approfondie de la Chine ne sera qu'une parole vide. On attend aussi que les dirigeants politiques soient en mesure de mettre fin à la corruption et à l'injustice, de garantir les droits et intérêts du peuple ainsi que de le faire véritablement bénéficier du droit à l'information, à la participation, au choix, à l'expression et au contrôle. »

Vers les changements à la tête de l'État en 2013

Clôture de l'Assemblée nationale populaire dernière conférence de presse du Premier Ministre sortant (14 .3.2012) M. Wen Jiabao s'est déclaré :

« ...**profondément désolé** » pour les divers « **manquements** » apparus au cours de sa mission (2003 – 2012). Il a réitéré combien il était urgent de « **procéder à des réformes politiques structurelles** », **précisant « en particulier au niveau de la direction du pays et du parti. »**

Il a déploré que « les erreurs de la révolution culturelle et du féodalisme n'aient pas été complètement éliminées. »

Une critique soldée – le 15 mars – par le limogeage du leader du courant néo-maoïste au sein du PCC avant le changement de l'équipe dirigeante en 2013.

Prospective - Probabilités ?

Opérer un véritable basculement tactique du modèle de développement pour affronter les nouvelles compétitions économiques :

Occident & Japon / Chine & autres du BRICS dans un contexte de confiance vigilante en l'avenir

L'Histoire pour éclairer l'avenir

« Le Monde » 20 mars 2012, rubrique « Livre du jour »

...Henry Kissinger propose la mise en place d'une « communauté du Pacifique » et exprime l'espoir que les dirigeants des deux pays (USA – Chine) renouent avec l'esprit des années 1970...

Dans ce plaidoyer H. Kissinger dit :

... « La contribution la plus importante des dirigeants de l'époque fut leur volonté de voir plus haut que les problèmes de l'heure »...

« De la Chine » Henry Kissinger. Fayard 2012.

« Le refoulé occidental »

« Rôle de l'État et des cadres communistes dans l'essor récent de l'économie chinoise : le modèle chinois revisité »

(Article publié dans la revue « Géopolitique » nov. 2010)

Par **Marie-Claire Bergère**

(Professeur à Inalco, Hess, Hong Kong, Harvard)

Des interrogations face la réussite de la Chine émergent :

- Capitalisme « à la chinoise » ou capitalisme « universel », donc occidental, issu de la colonisation puis de la mondialisation et détaché des contingences historiques?
- Capitalisme lié aux « valeurs asiatiques » ?
- Mais la crise de 1997 – 1998 montre que la Chine a résisté, refusé de dévaluer et aidé ainsi les autres pays asiatiques qui lui en sont ensuite reconnaissant.
- Pouvoir autoritaire et économie libérale ; une solution ?

L'analyse des réalités et des faits :

Un pouvoir moins rigide qu'on ne le pense, pragmatique et prudent

Une économie moins libérale qu'on ne le pense déterminée par le pouvoir central et les pouvoirs locaux, mais souple, capable d'inflexions... selon une tradition culturelle où secteurs publics et privés sont moins séparés qu'en Occident.

L'État s'est débarrassé des Sociétés... déficitaires (Fermetures, fusions, vente...)

Mais, l'État conserve le contrôle (actionnaire majoritaire) sur les sociétés stratégiques, les infrastructures, les communications, le tel mobile, la finance et le ¥ (Yuan)

Ces Sociétés. = 5% des entreprises mais = 297 Mds ¥.

En 2009 les profits des 2 principales sociétés publiques sont supérieurs à ceux des 500 sociétés privées les plus importantes !

Dynamisme du capitalisme chinois et/ou approche étatique de la gestion économique ?

« L'Occident réalise sa méprise, aveuglé par ses convictions et l'ampleur de la réussite de ce modèle ! » (Marie-Claire Bergère 2010)

Emergence du « Consensus de Pékin » ?

Une modernisation autoritaire et pilotée n'est pas seulement question de ressources ou d'échelle mais se fonde aussi sur un art de gouverner.

Vers la fin du « Consensus de Washington ? »

Et si l'État était la solution et non le problème ?

« Convergence ou divergence » ?

Le modèle occidental ne séduit pas ou plus autant :

- il est en crise, économiquement et politiquement
- il ne favorise pas les stratégies de long terme
- il vise à imposer ses vues, priorités et idéologie
- pour ce faire, il conduit aux interventions extérieures, aux ingérences, aux risques pour la paix et la stabilité dont les pays émergents ont besoin.

« L'économie socialiste de marché »

Son bilan en Yin – Yang

Autoritarisme	Méritocratie, bureaucratique
Corruption	Contrôles et sanctions
Dualisme (marché – Etat)	Souplesse, adaptabilité
Inégalités (sociales & régionales)	Confiance en l'avenir et aux dirigeants
Tensions, déséquilibres	Consentement, patience
Parti unique	Respect des compétences
Dégradation de l'environnement	R & D dans ce domaine

Les nouvelles perspectives de développement

suite aux décisions
de la 3^e session plénière du PCC de novembre 2013

Analyse réalisée notamment à partir d'articles de journalistes du Monde et du Figaro, rédigés à l'issue des travaux de la 3^e session annuelle du PCC et plus particulièrement d'une chronique de Nicolas Baverez (25 novembre 2013 – Le Figaro.)

Une nouvelle étape des réformes pour relever de nouveaux défis

Les défis :

- Vieillesse et urbanisation de la population
- Rééquilibrage du développement vers la demande intérieure
- Remontée de la chaîne de la valeur ajoutée
- Dégonflement de la bulle des dettes privées
- Réduction des inégalités sociales et territoriales
- Préservation de l'environnement
- Lutte contre la corruption
- Création d'un Etat de droit.
-

Le contexte :

- Réformer l'Etat et l'économie en conservant le contrôle de la situation, donc avec souplesse, pragmatisme et sans précipitation
- Avoir une vision de moyen / long terme et une stratégie de mise en œuvre graduelle qui détermine des priorités dont les modalités d'application soient négociables en fonction des réalités qui pourraient surgir
- Adapter l'action réformatrice aux mentalités actuelles, notamment des classes moyennes, urbaines, éduquées, revendicatrices et à celles d'une jeunesse individualiste, connectée et ouverte au monde extérieur
-

L'objectif :

«Une société socialiste harmonieuse »

La ligne stratégique :

- Un développement plus respectueux de la population et de l'environnement
- Ouverture – avec ambition et cohérence – sur :

- la mondialisation
- le marché
- le droit
- l'innovation
- la culture

Les grands axes du programme d'application

Au plan politique :

- Priorité à la dé-bureaucratisation de l'Etat
- Lutte contre la corruption
- Nouvel équilibre entre le centre et la périphérie.

Au plan institutionnel : Faire progresser l'état de droit :

- Indépendance des tribunaux face aux gouvernements locaux
- Suppression des camps de rééducation par le travail
- Droit de propriété reconnu aux paysans.

Au plan économique : Renforcer le rôle du marché

« Vers une économie de marché socialiste ? »

- Application durcie des règles du marché au secteur public
- Ouverture à la concurrence des domaines de la finance, de l'éducation, de la santé et de la culture
- Internationalisation accélérée du yuan et création de la place financière offshore de Shanghai.
- Prix du marché applicables aux services publics de l'eau, de l'énergie, des télécommunications
- Contribution accrue des entreprises d'Etat au Trésor public : versement d'une part des bénéfices passant de 5% - 10% à 30% (échéance de 2015)
- Droit commun applicable aux entreprises d'Etat en matière de faillite, de restructuration...

Au plan social :

- ✓ Assouplissement accru de la politique de l'enfant unique (au-delà des minorités et des filles et fils d'enfants uniques)
- ✓ Assouplissement du contrôle du lieu de résidence : 270 millions de migrants acquièrent – en ville – de véritables garanties d'accès à la protection sociale, à l'éducation, à la santé.

Au plan environnemental :

- Endiguer « l'air-pocalypse » qui menace les villes
- Réduire la part du charbon
- Développer les parts de
 - l'hydraulique
 - du solaire
 - de l'éolien
 - du nucléaire
- Développer l'économie circulaire
- Investir encore d'avantage dans la R&D de ce secteur.

La politique étant déterminée, reste l'art de l'exécution !

- Le diagnostic exact est défini
- Une liste des réformes est dressée

Du projet politique à son exécution

Cette analyse montre ainsi que :

- **Le pari est loin d'être gagné**
 - La Chine est un vaste pays, donc difficile à faire évoluer, la mise en œuvre des réformes sera d'autant plus difficile à mener
 - Les dangers et les écueils possibles seront nombreux et complexes

- **Des atouts décisifs existent**

1. Une vision claire de l'avenir à moyen terme
2. Le choix de deux leviers cardinaux : le droit et le marché
3. 3. Une méthode gradualiste et un calendrier souple qui ne mentionne 2020 qu'implicitement et une méthode qui dispose de marges de manœuvres importantes, de possibilités d'adaptation aux circonstances et aux surprises stratégiques (externes et internes)
4. 4. Après une période de turbulences pour la mise en place de la nouvelle équipe dirigeante du pays, le président Xi Jinping dispose dorénavant de pouvoirs inégalés depuis Deng Xiao Ping et peut asseoir son autorité dans les domaines essentiels :
 - politique économique,
 - idéologie,
 - affaires militaires,
 - sécurité intérieure

Le président Xi Jinping semble montrer qu'il compte disposer de ces pouvoirs, non comme rente, mais pour réformer son pays et construire la Chine de la première moitié du XXI siècle.

Les deux priorités chinoises en 2014

« On peut être optimiste sur la capacité de la Chine à surmonter ses problèmes de corruption et d'environnement (Pékin est aujourd'hui aussi pollué que Londres au 19e siècle).

Il faut demeurer réaliste et, pour jauger un pays, avoir recours à des indicateurs pertinents comme l'indicateur « Big Mac » qui consiste à calculer combien de « Big Mac » un salarié peut acheter dans son pays : à cette aune l'écart de PIB entre la France et la Chine se resserre... »

Michel Godet, économiste, membre de l'Académie des Technologies

Poitiers : Colloque Fondation Prospective et Innovation 29 août 2014.

Le ralentissement de la croissance en 2014

Taux de croissance du PIB :

1^{er} trimestre (7,4%) ; 2^e trimestre (7,5%) ; 3^e trimestre (7,3%.)

La plus faible performance du pays depuis près d'un quart de siècle.

Pour autant, « un léger ralentissement (en Chine) est considéré comme une saine évolution », avait relevé début octobre le FMI.

Avis partagé par Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics, selon qui « bien que la croissance ralentisse, c'est le signe d'un rééquilibrage bienvenu au détriment d'investissements excessifs dans certains secteurs ».

Le Monde 21.10.2014.

La Chine, première puissance économique ?

D'après les estimations du Fonds monétaire international (FMI) publiées le 7 octobre, l'empire du Milieu deviendra, en 2014, la première puissance économique mondiale, devant les États-Unis.

Mesuré en termes de PPA.... Le PIB chinois devrait frôler les **17 400 milliards** de dollars (13 562 milliards d'euros) d'ici à décembre, contre **17 170 milliards** pour le PIB américain. Une petite révolution.... Passée inaperçue... cette nouvelle hiérarchie bouscule la légitimité du FMI qui peine à se réformer pour donner plus de poids aux pays émergents. Le Monde du 22.10.2014.

Étude réalisée par Alain Caporossi pour des conférences
(Dernière actualisation : novembre 2014)

Association Franc-Comtoise des Amitiés Franco-Chinoises
5 C Rue du Bougney 25000 Besançon. Tel : 09 60 02 01 06.

